

PROJET 21

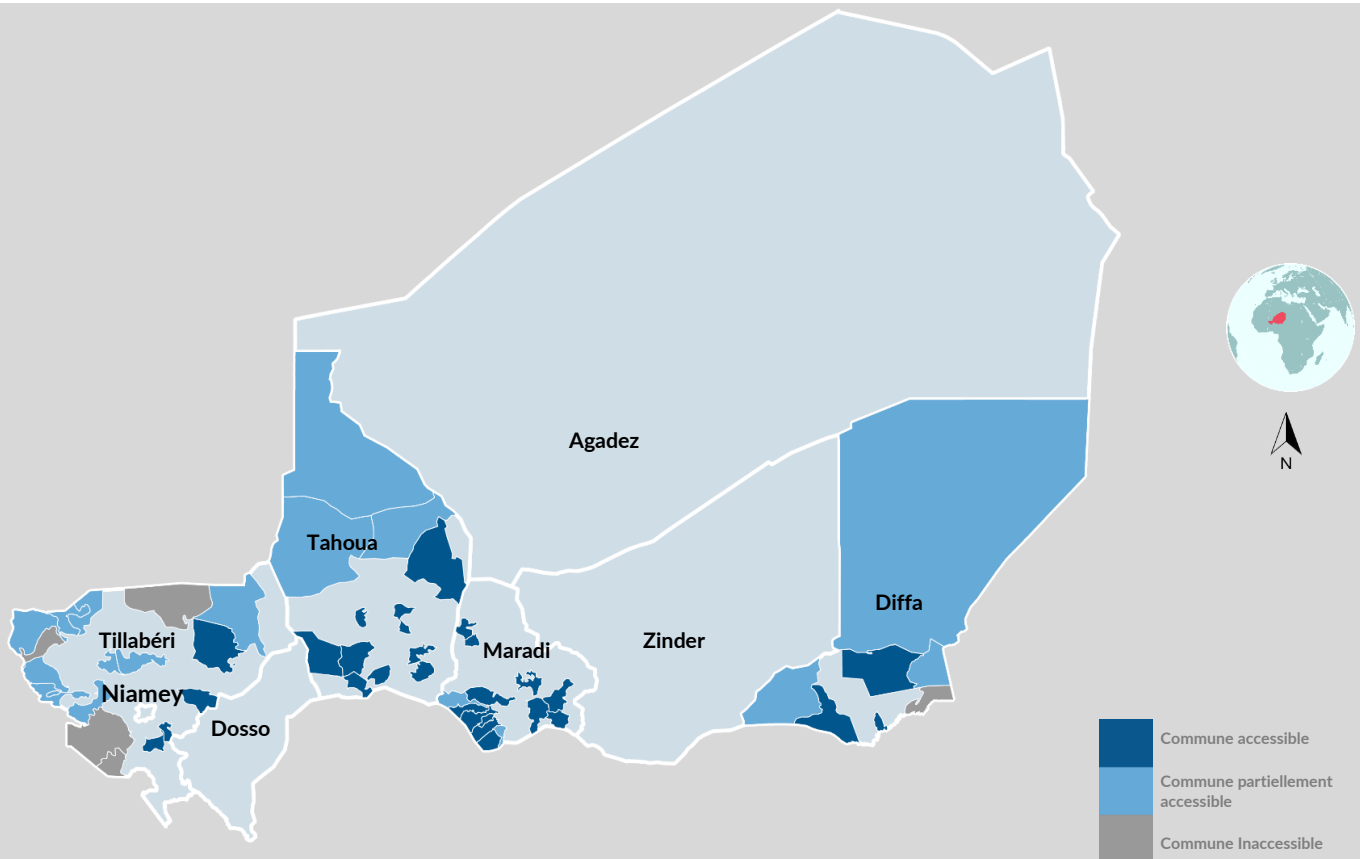
BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

NIGER

REGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PERIODE : OCTOBRE 2022

ZONES DE COUVERTURE DE LA COLLECTE DES DONNEES



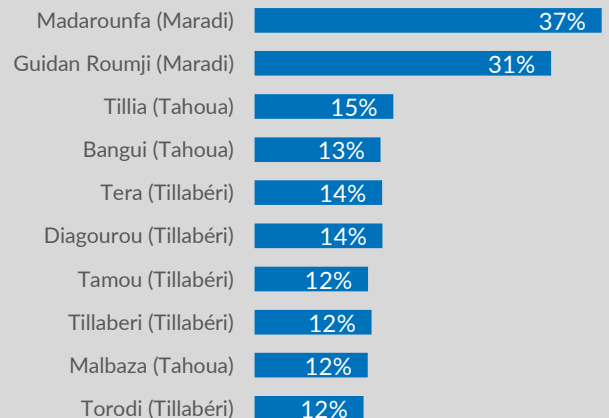
CHIFFRES CLES

627 Entretiens au total

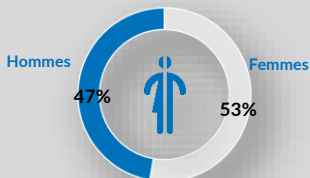
408 Ménages

219
Informateurs
Clés

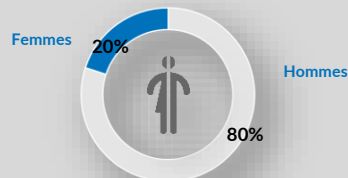
Nombre de répondants par commune (Top 10)



Ménages



Informateurs Clés





VUE D'ENSEMBLE DU CONTEXTE DE PROTECTION

L'aperçu des données au mois d'octobre révèle la complexité du contexte de protection en cette fin d'année 2022 dans les quatre régions d'interventions. Les incertitudes se multiplient au sein des communautés face à la détérioration continue des conditions de vie des populations du fait de la situation sécuritaire volatile, des difficultés d'accès aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base.

Ces facteurs pèsent sur l'environnement de protection, sur le bien-être des populations et sont à l'origine des mouvements multiples de personnes dans les zones d'accueil, selon les résultats des entretiens avec les informateurs clés.



ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

L'analyse des données de protection ressort que 28% des personnes interviewées disent ne pas se sentir en sécurité au niveau des quatre régions au mois d'octobre, contre 45% au mois de septembre 2022. Au niveau des zones sur la bande frontalière de 25 à 50 km, 78% des personnes disent ne pas se sentir en sécurité au mois d'octobre contre 89% au mois de septembre.

Ces données illustrent une accalmie sécuritaire observée au mois d'octobre dans les zones affectées par la crise sécuritaire au niveau des quatre régions. Les raisons avancées pour expliquer ce calme relatif sont entre autres, la reprise effective des opérations de sécurisation des zones facilitées par la fin de la saison hivernale, le repli de certains groupes armés non étatiques dans les zones non habitées, l'activisme des groupes de vigilances armés au sein des communautés qui se mettent en première ligne face aux incursions des GANE, etc.

Le recoupement de ces données avec les rapports de monitoring de protection confirme ces tendances avec notamment une baisse des incidents de protection rapportés au mois d'octobre. Dans les régions de Tillabéry et Tahoua 198 incidents de protection toutes catégories confondues ont été rapportés ayant fait 624 victimes contre 214 incidents au mois de septembre.

Dans la région de Maradi, 58 incidents de protection ayant fait environ 100 victimes ont été rapportés contre 71 incidents au mois de septembre. La région de Diffa en plus des exactions des groupes armés, a été touchée par les inondations liées à la crue de la rivière Komadougou Yobe ayant affecté les populations riveraines et détruit les cultures vivrières, ce qui accentue la vulnérabilité de ces populations.

Malgré cette baisse de sentiment d'insécurité corrélée par la baisse des incidents rapportés au mois d'octobre, l'environnement de protection demeure complexe au vu des risques sécuritaires liés aux exactions des groupes armés non étatiques, les difficultés de mobilités, les difficultés d'accès aux moyens de subsistance.

51% des personnes interviewées disent rencontrer des difficultés de mobilité dans leur environnement immédiat et sur les axes routiers au mois d'octobre, contre 47% au mois de septembre. Cette hausse s'explique par la reprise des opérations militaires dans les zones avec la peur des populations d'être victimes collatérales des affrontements ou victimes d'arrestation/enlèvement et la persistance des risques liés aux explosions d'engins explosifs improvisés (EEI), dont un incident a été rapporté par les sources de monitoring à Bosso (Diffa), ayant fait 4 victimes au début du mois d'octobre.



MOUVEMENTS DE POPULATION

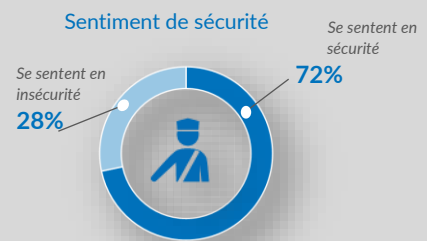
Le mois d'octobre a été particulièrement mouvementé dans les régions de Diffa et Tillabéry avec 20% des personnes interviewées qui disent avoir effectué un mouvement au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. 62% des mouvements observés sont secondaires, 33% des mouvements sont pendulaires et 5% des mouvements sont primaires. La situation sécuritaire tendue sur la bande frontalière Niger-Burkina Faso, impliquant des exactions et des ultimatums lancés aux villages de part et d'autre de la frontière a engendré des mouvements internes et transfrontaliers des populations vers les chefs-lieux des communes de Téra et Bankilare.

Le recoupement des données avec les rapports d'évaluation rapide de protection ERP révèle que 264 ménages de 1388 personnes burkinabés sont accueillis à Téra (région de Tillabéry) et plus de 100 ménages d'au moins 500 personnes maliennes et burkinabés accueillis à Bankilare (région de Tillabéry). Selon ces mêmes rapports, ces personnes sont venues des localités des provinces de Seno et Yaga (Burkina Faso, région du Sahel) et des villages de la commune de Tessit (Mali).

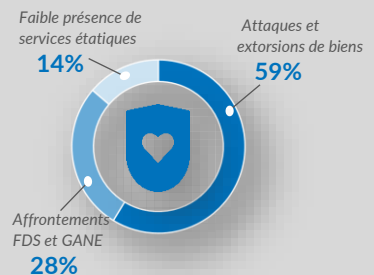
Dans la région de Diffa, la situation sécuritaire sur la bande frontalière avec le Nigeria et la crue de la rivière Komadougou Yobe ont été à l'origine de vagues de mouvements internes de populations au mois d'octobre. Les données de protection recoupées à d'autres sources (Sitrep OCHA, Diffa, 30 octobre, rapport ERP-N'Gortogal), ressortent que 2 452 ménages de plus de 15 000 personnes se sont déplacées à la suite des inondations vers les quartiers de Diffa (chef-lieu de région), avec une perspective d'être relocalisées par les autorités sur le site de Boulangori (Diffa).

251 ménages de plus 1700 personnes ont été accueillies au début du mois d'octobre dans la localité de N'gortogal (commune de N'guiguimi), venues du village de Kindjandi Ciminti à la suite des exactions des éléments de groupes armés non étatiques contre les populations.

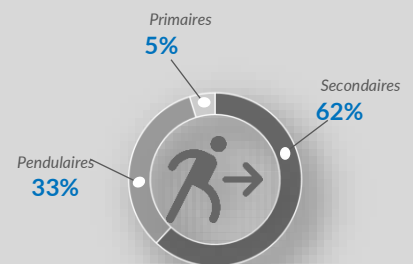
- 63% des personnes interviewées dans les quatre régions disent ne pas s'attendre à une amélioration de leurs conditions de vie en 2023. Les raisons évoquées sont entre autres les mauvaises récoltes, la non-mise en valeur des espaces cultivables du fait de l'insécurité, les inondations ayant détruit les cultures vivrières (région de Diffa), l'absence progressive de certains services étatiques essentiels (santé, école, état civil, etc.).
- Contre 37% des personnes interviewées qui espèrent un changement positif de leurs conditions de vie. Les raisons évoquées sont entre autres les mesures prises par les autorités pour la sécurisation des zones, le retour des services sociaux de base, le retour des déplacés internes dans leurs villages d'origines avec possibilité d'entreprendre des activités génératrices de revenus.



Principales raisons d'insécurité



Typologies de mouvements observés





41% des personnes interviewées au mois d'octobre pensent que l'environnement scolaire de leurs enfants n'est pas sûr contre 52% au mois de septembre. Cette légère baisse est consécutive au calme sécuritaire relatif observé au cours de la période et aux mesures prises par les autorités académiques dans certaines zones pour faciliter le retour des enfants à l'école (centres de regroupements scolaires).

Le mois d'octobre marque également l'effectivité de la rentrée scolaire des sections (primaires, secondaires), au Niger. Dans ce contexte 45% des personnes interviewées déclarent que leurs enfants n'ont pas repris le chemin de l'école pour diverses raisons qui sont entre autres : l'absence des infrastructures scolaires (détruites, fermées), risques sécuritaires, absence ou éloignement des écoles des villages, insuffisance du personnel enseignant, du matériel pédagogique et enfin le manque de moyens financiers.

L'analyse des données révèle que 61% des écoles fermées ou dysfonctionnelles sont primaires, 26% des écoles secondaires et 13% des écoles medersa. Ces mêmes données montrent également que la tranche d'âge des enfants de 6-12 ans est affectée à 69% par la déscolarisation et la tranche d'âge des enfants de 13-18 affectée à 31% par la déscolarisation.

Il ressort enfin de l'analyse, des disparités entre les filles et les garçons, 36% des personnes interviewées pensent que les garçons ont plus de chance d'aller à l'école que les filles et les raisons évoquées sont entre autres les mariages d'enfants, les tâches ménagères et les menaces sécuritaires (agression sexuelle, viol, enlèvements, etc.).



PROTECTION DES ENFANTS

Au mois d'octobre 35% des personnes interviewées pensent que les enfants courent des risques sécuritaires au même titre que les adultes au sein de leurs communautés. Les risques susceptibles d'affecter les enfants sont entre autres les agressions physiques, les attaques contre les écoles, les recrutements des enfants au sein des groupes armés (région de Tillabéry), les enlèvements d'enfants contre demandes de rançons, les agressions sexuelles, viols (Diffa, Maradi). Les données collectées au mois d'octobre ne ressortent pas une spécificité pour la région de Tahoua, toutefois des incidents ayant affectés directement les enfants ont été rapportés par les sources de monitoring de protection au cours de cette période.

Selon ces sources au mois d'octobre 23 enfants ont été victimes directes des incidents dans les régions de Tillabéry et Tahoua, 9 enfants dans la région de Maradi et au moins 10 enfants dans la région de Diffa. Ces incidents sont entre autres les agressions sexuelles, enlèvements, menaces ; au moins deux enfants sont tués suite l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI), à Bosso (région de Diffa), au début du mois. Cela représente 4% du total des incidents rapportés par les sources de monitoring de protection dans les quatre régions.

8% des personnes interviewées disent avoir connaissance des enfants séparés au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête. Ce pourcentage est en baisse comparativement au mois de septembre avec 12%. Les répondants précisent que les cas de séparation d'enfants sont surtout signalés à la suite des mouvements de population ou dans les zones d'accueil des déplacés internes. 48% des personnes interviewées qui disent avoir connaissance des cas d'enfants séparés sont de la région de Maradi, 29% de la région de Tahoua, 12% de la région de Tillabéry et 11% de la région de Diffa.

L'environnement de protection des enfants s'est progressivement dégradé au fil des années dans les quatre régions affectées par la crise sécuritaire, selon les données de monitoring de protection. La dynamique des activités des groupes armés a contribué fortement à cette dégradation, du fait que ces groupes gagnent du terrain et se dissimulent au sein des communautés tout en ciblant directement les enfants, notamment par l'utilisation des enfants pour acquérir des biens de premières nécessités, l'enlèvement des enfants contre rançons, recrutements des enfants pour agrandir leurs rangs etc. Cette situation n'est pas sans conséquences pour les enfants, leurs familles et leurs communautés.



VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE

Au mois d'octobre, 21% des personnes interviewées disent avoir connaissance des cas de violences basées sur le genre au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête, contre 23% au mois de septembre. Le contexte sécuritaire et humanitaire décrit plus haut au niveau des quatre régions contribue à exacerber les risques de VGB au sein des communautés.

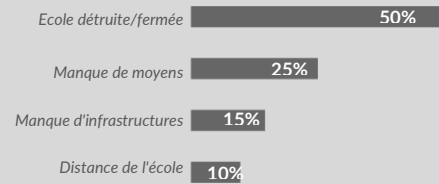
La situation diffère d'une région à une autre, 42% des personnes interviewées qui disent avoir connaissance des VGB au cours des 30 derniers jours précédents l'enquête sont de la région de Tillabéry, 39% des personnes sont de la région de Maradi, 6% des personnes sont de la région de Tahoua et 13% des personnes sont de la région de Diffa.

Pour les régions de Tillabéry et de Maradi qui se distinguent, les personnes interviewées évoquent la particularité de ces régions avec des agressions physiques, sexuelles, les enlèvements de personnes y compris des femmes/filles. Aussi, il ressort des sources de monitoring de protection et des chiffres sur les déplacés internes que la majorité (plus de 50%), des personnes déplacées sont des femmes et filles ce qui expose cette franche de la population aux multiples risques de VGB dans un contexte d'urgence.

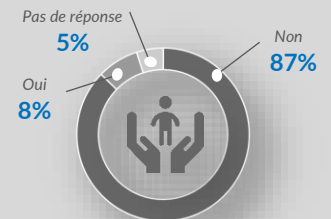
Globalement il ressort que 44% des cas de VGB observés au cours de la période sont des agressions physiques, 33% des mariages d'enfants, 10% des exploitations sexuelles. 62% des personnes interviewées déclarent que les survivant e-s des VGB ont accès aux services de santé pour les premiers soins, contre 39% des interviewées qui déclarent que les survivant e-s n'ont accès à aucune forme de service ; cela, du fait de l'absence des services dans les zones les plus affectées par la crise sécuritaire ou du fait de la réticence des survivant e-s, des familles à référer les cas aux services appropriés.

Pour plus d'informations : <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/west-and-central-africa/project-21>

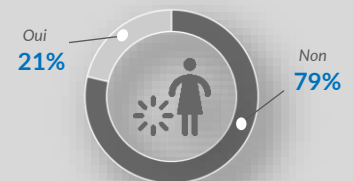
Principales raisons de déscolarisation



Connaissance des cas enfants séparés



Connaissance des cas de VGB



Principaux cas de VGB

